

BE-A0521_714285_800074_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Sommethonne. Dépôt 2012, 1845-1976
(1979)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	11
Organisation.....	12
Archives.....	12
Historique.....	12
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
État civil.....	15
Population.....	15
Élections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements / compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
1 - 4 Registres aux délibérations. 1879-1976.....	21
B. Collège échevinal.....	21
5 - 7 Registres aux délibérations. 1880-1973.....	21
C. Répertoire des actes passés devant le bourgmestre.....	21
D. États généraux, enquêtes et statistiques générales.....	21
E. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	22
10 - 12 Dossiers relatifs à des litiges ou des contentieux opposant la commune à des tiers. 1924-1957.....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	23
1. Territoire.....	23
2. Participation de la commune à des organismes de coopération internationale.....	23
B. Organisation et membres des organes politiques.....	23
1. Conseil communal et Collège échevinal.....	23
2. Bourgmestre.....	23

C. Personnel des services.....	24
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	24
20 - 23 Dossiers relatifs aux indemnités et allocations octroyées au personnel. 1948-1976.....	24
24 - 26 Dossiers relatifs au statut pécuniaire du personnel communal. 1955-[1973].....	24
2. Dossiers du personnel.....	24
III. Gestion du patrimoine.....	25
28 - 29 Dossiers relatifs aux ventes et coupes de bois. 1882-1976.....	25
IV. Finances et fiscalité.....	26
A. Comptabilité du secrétaire.....	26
1. Budgets et annexes.....	26
37 - 44 Budgets et annexes. 1902-1976.....	26
2. Registres de comptabilité.....	26
46 - 60 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1937-1975.....	26
46 - 54 Dépenses.....	26
55 - 60 Recettes et dépenses.....	27
3. Emprunts.....	27
4. Subsidés et avances.....	28
a. À la commune.....	28
b. Par la commune.....	28
5. Placements.....	28
B. Comptabilité du receveur.....	29
1. Registres de comptabilité.....	29
71 - 82 Grands-livres des recettes et dépenses. 1963-1976.....	29
2. Comptes et pièces justificatives aux comptes.....	29
83 - 92 Comptes. 1880-1976.....	29
94 - 101 Pièces justificatives aux comptes. 1901-1976.....	30
102 - 103 États justificatifs et inventaires des pièces de recettes et de dépenses des comptes. 1914-1915.....	31
3. Impositions et taxes.....	31
109 - 110 Doubles des rôles primitifs, des premiers rôles supplétifs et des rôles n° 239B (ouvriers), en ce qui concerne la contribution foncière et la contribution personnelle sur la valeur locative (1ère base), les portes et fenêtres (2e base) et le mobilier (3e base). 1911-1912.....	31
4. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	32
121 - 124 Matrices cadastrales. [XIXe siècle - XXe siècle].....	33
V. État civil.....	34
A. Cimetières et funérailles.....	34
B. Autres documents.....	34
130 - 132 Extraits de registres de l'état civil émanant d'autres communes. 1883-1912.....	34
VI. Population.....	36
A. Généralités.....	36
137 - 140 États de la population. 1886-1913.....	36
141 - 150 Tableaux contenant des renseignements statistiques sur les mouvements de la population et de l'état civil. 1887-1976.....	36
B. Registres et mouvements de la population.....	37
151 - 160 Registres de la population. 1857-1971.....	37
161 - 165 Index des registres de la population. 1881-1960.....	37
166 - 169 Registres des entrées. 1892-1977.....	38
170 - 173 Registres des sorties. 1893-1976.....	38
174 - 176 Registres des étrangers. 1925-1976.....	38

177 - 190 Dossiers individuels d'étrangers ayant résidé dans la commune. 1937-[1969].....	39
177 - 184 France.....	39
185 - 187 Italie.....	39
188 - 190 Pologne.....	39
193 - 203 Fiches-index de la population. [deuxième moitié XXe siècle].....	40
C. Recensements et états de la population.....	41
204 - 208 Dossiers constitués dans le cadre des recensements de la population. 1900-1947.....	41
209 - 211 Tableaux présentant les résultats du recensement au 31 décembre 1970. [1975].....	41
D. Cartes d'identité et passeports.....	41
VII. Affaires électorales.....	42
A. Généralités.....	42
B. Listes électorales et listes dérivées.....	42
215 - 221 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1899- 1978.....	42
222 - 223 Listes des électeurs. 1922-1924.....	42
225 - 227 Listes des électeurs pour les chambres législatives et pour la commune. 1936-1948.....	43
233 - 234 Listes des électeurs généraux et communaux. 1949-1956.....	43
235 - 242 Listes des électeurs pour les chambres législatives, les conseils provinciaux et les conseils communaux. 1952-1971.....	43
C. Révision des listes électorales.....	44
D. Dossiers des élections.....	45
252 - 255 Dossiers des élections communales. 1946-1970.....	45
VIII. Affaires militaires et guerre.....	46
A. Service militaire.....	46
1. Milice et volontaires.....	46
256 - 257 Listes alphabétiques des inscrits. 1880-1923.....	46
258 - 262 Registres d'inscription. 1881-1923.....	46
264 - 266 Listes des ajournés et des dispensés. 1883-1922.....	46
280 - 284 Feuilles individuels de recensement. 1924-1977.....	48
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	49
290 - 291 Registres de classement servant à l'inscription de tous les véhicules hippomobiles. 1930-1935.....	49
297 - 298 Registres de classement servant à l'inscription des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques. 1951.....	49
C. Guerres et conséquences.....	50
IX. Ordre et sécurité publics.....	51
A. Police.....	51
1. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics	51
2. Missions de police administrative concernant la sécurité publique.....	51
3. Missions de police judiciaire.....	51
321 - 340 Dossiers relatifs au casier judiciaire. [XXe siècle].....	52
B. Service d'incendie.....	53
X. Santé publique.....	54
A. Lutte contre les maladies épidémiques.....	54
B. Police sanitaire des animaux domestiques.....	54
C. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	54
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	55

A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	55
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	55
2. Bâtiments affectés à la santé publique.....	55
3. Bâtiments affectés à l'enseignement.....	55
4. Bâtiments affectés au culte et annexes.....	56
5. Autres biens et installations immobilières (monuments, bancs, etc.).....	56
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, etc.).....	56
382 - 387 Dossiers constitués dans le cadre de demandes de permission de voirie. 1969-1976.....	58
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	59
392 - 393 Procès-verbaux dressés en vertu de l'article 3 de la loi mentionnant les ouvrages existant sans droit. 1884-1887.....	59
D. Travaux concernant les services d'utilité publique.....	60
1. Distribution d'eau.....	60
2. Distribution d'électricité.....	60
3. Éclairage public.....	61
4. Transports en commun.....	61
E. Aménagement du territoire.....	61
XII. Enseignement.....	62
A. Généralités.....	62
B. Personnel.....	62
C. Finances.....	62
426 - 428 Budgets des besoins et des ressources du service ordinaire. 1896-1921.....	62
429 - 431 Comptes justificatifs de l'emploi des fonds affectés au service ordinaire. 1910-1921.....	63
433 - 434 Annexes aux budgets des écoles d'adultes. 1912, 1918.....	63
D. Équipement.....	63
E. Obligation scolaire.....	64
440 - 442 Listes d'inscription des enfants à l'école mixte. 1899-1911.....	64
XIII. Développement de la vie économique.....	65
A. Agriculture et sylviculture.....	65
445 - 448 Dossiers constitués dans le cadre des recensements agricoles. 1917-1950.....	65
B. Approvisionnement.....	65
C. Moyens de communication.....	66
XIV. Mesures sociales et Réglementation du travail.....	67
A. Mesures sociales.....	67
459 - 462 Dossiers individuels constitués dans le cadre de la prise en charge d'indigents par le Fonds commun, la Province et l'État. 1945-1949.....	67
B. Réglementation du travail.....	67
XV. Bureau de bienfaisance, puis Commission d'assistance publique.....	68
A. Bureau de Bienfaisance.....	68
B. Commission d'assistance publique.....	68
1. Personnel.....	68
2. Finances.....	68
471 - 472 Comptes. 1966-1975.....	68
473 - 474 Budgets. 1967-1976.....	69
XVI. Fabrique d'église de la Paroisse Saint-Maurice.....	70
475 - 483 Comptes. 1899-1975.....	70
484 - 491 Budgets. 1900-1976.....	70

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Sommethonne. Dépôt 2012

Période:

1845-1976 (1979)

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.1563

Etendue:

- Etendue inventoriée: 6.30 m
- Numéros: 491.00

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Commune de Sommethonne, 1801-1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Sommethonne

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion à la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Sommethonne dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Virton, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Sommethonne devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton judiciaire de Virton.

La commune dépend successivement du département des Forêts, du grand-duché puis de la province de Luxembourg (sauf entre les arrêtés du 12 septembre 1814 et du 17 novembre 1814, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département de Meuse-et-Ourthe). Sommethonne relève successivement des arrondissements judiciaires d'Habay-la-Neuve (1796-1800), de Neufchâteau (1800-1814), de Saint-Hubert (arrêté du gouverneur général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen du 12 septembre 1814), de Neufchâteau (arrêté du 17 novembre 1814), puis d'Arlon (à partir du 6 juin 1839). De 1800 à 1823, Sommethonne fait partie de l'arrondissement administratif de Neufchâteau, pour ensuite rejoindre l'arrondissement administratif de Virton. Au niveau de la milice, la commune relève du canton de Virton à partir de 1817 ¹.

En 1823, Sommethonne est réunie à Villers-la-Loue ². Il faudra ensuite attendre 1878 et la loi du 6 juin pour que Sommethonne soit détachée de Villers-la-Loue pour former une nouvelle commune ³. Dans l'exposé des motifs présenté par le ministre de l'Intérieur à la Chambre des représentants, il est mentionné que Sommethonne, depuis son annexion à Villers-la-Loue, s'est, à diverses reprises, adressée à l'autorité supérieure afin de recouvrer son autonomie. Sa première demande, introduite en 1837, fut repoussée. Sommethonne réitère sa demande en 1865, puis en 1874. Cette dernière demande est introduite avec

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen, Louvain, 2000, 3 vol.

2 TANDEL É., Les communes luxembourgeoises, t. III : L'arrondissement de Virton, dans Annales de l'Institut Archéologique du Luxembourg, t. XXIII, 1890, p. 369.

3 Art. Sommethonne, dans HASQUIN H., sous la dir. de, Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 2 : Wallonie-Bruxelles, Bruxelles, 1980, p. 1386.

l'appui de l'administration communale toute entière de Villers-la-Loue. L'enquête, à laquelle il a été procédé sur la séparation réclamée, " à constaté l'adhésion unanime des habitants au vœu exprimé par les pétitionnaires ". D'autre part, il est stipulé que l'ensemble des édifices publics de Sommethonne sont en bon état d'entretien et que la difficulté de communication du hameau avec le centre de la commune rend la séparation désirable. Cependant, la situation financière de Sommethonne, épinglée comme douteuse par le député en charge du rapport, pousse le Conseil provincial à ajourner sa décision. Un projet de budget est ensuite dressé. Il en ressort que Sommethonne possède des ressources suffisantes pour subvenir aux frais d'administration. Dès lors, les membres du Conseil provincial, par 27 voix contre une, votent un avis favorable à la séparation en séance du 5 juillet 1878 ⁴. Un projet de loi est ensuite soumis à la Chambre des représentants par le ministre de l'Intérieur. Dans celui-ci, il est mentionné que le nombre des conseillers communaux est fixé à 7, tant pour Sommethonne que pour Villers-la-Loue ⁵. En sa séance du 15 mai 1878, la Chambre des représentants rend un avis favorable au projet de loi et propose son adoption par le Gouvernement ⁶. La loi portant érection de la commune de Sommethonne est finalement adoptée le 6 juin 1878 ⁷.

On compte 282 habitants en 1801, 985 en 1846 (avec Villers-la-Loue), 414 en 1910, 329 en 1961 et 305 en 1976, à la veille de la fusion des communes ⁸. En 1974, la commune qui s'étend sur plus de 856 hectares se compose de 296 habitants ⁹.

Le 9 septembre 1974, la fusion des communes de Meix-devant-Virton, Gérouville, Robelmont (hormis la section de Bellevue), Sommethonne et Villers-la-Loue est proposée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur sous le n° 38. Une variante est également proposée et consiste au regroupement des groupes n° 38 et 46 (Dampicourt (hormis la section nord-est au-delà du pont du chemin de fer), Harnoncourt, Lamorteau et Torgny) pour former une entité de près de 4.300 habitants. Dans cette hypothèse, Robelmont irait entièrement à Virton ¹⁰.

Le 1er octobre 1974, les conseillers communaux se réunissent et marquent, à l'unanimité, leur accord pour participer à une fusion regroupant les projets n° 38 et 46 soit les communes de Dampicourt, Gérouville, Harnoncourt, Lamorteau, Meix-devant-Virton, Sommethonne, Torgny et Villers-la-Loue ¹¹. Pourtant, le 1er janvier 1977, Sommethonne rejoint la nouvelle commune de Meix-devant-Virton. Cette dernière se compose dorénavant des sections de

-
- 4 Exposé des motifs dans le cadre de l'érection de la commune de Sommethonne (Chambre des représentants, session de 1877-1878, séance du 14 mai 1878, n° 146, p.1).
 - 5 Projet de loi présenté à la Chambre des représentants par le ministre de l'Intérieur en date du 13 mai 1878.
 - 6 Rapport fait, au nom de la Commission, par M. de Briey sur l'érection de la commune de Sommethonne, (Chambre des représentants, session de 1877-1878, séance du 15 mai 1878, n° 149).
 - 7 Loi portant érection de la commune de Sommethonne (Recueil des lois et arrêtés royaux de Belgique, année 1878, t. LXV, Bruxelles, 1878, p. 248-249).
 - 8 Art. Sommethonne, dans HASQUIN H., sous la dir. de, Communes de Belgique..., p. 1387.
 - 9 Réponses au questionnaire n° 1 sur la fusion des communes (AÉA, Archives de Joseph Michel, dossier " Meix-devant-Virton ", n° 187).
 - 10 Courrier émanant de la Direction générale des institutions régionales et locales (Idem).
 - 11 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal de Sommethonne en date du 1er octobre 1974 (Idem).

Gérouville, Meix-devant-Virton, Robelmont, Sommethonne et Villers-la-Loue. La nouvelle commune compte 2.510 habitants pour 5.419 hectares. La fusion est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi qui précède l'arrêté royal portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Il s'agit d'un ensemble de communes rurales de même mentalité et de mêmes traditions. Les communications routières sont bien structurées et rendent l'ensemble homogène. Meix-devant-Virton est le centre géographique et économique " ¹².

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 28 décembre 1789 sur la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissemens qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitans des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissemens publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ¹³.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne blessent l'intérêt général. Elle charge aussi les autorités communales de la rédaction des actes de l'état civil et de la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

¹² Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites (Moniteur belge, 25 septembre 1975).

¹³ Pasiomie, 1^{re} série, t. 1^{er}, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 puis, en Wallonie, dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi. À partir de 1836, il s'agit de la loi communale du 30 mars 1836. Elle prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le collège des bourgmestre et échevins ou collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée à la Députation permanente du Conseil provincial¹⁴. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose que " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836.

La mise en œuvre de cette disposition et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune et sur le dossier central de la commune de Meix-devant-Virton constitué par les Archives de l'État.

Entre 1882 et 1937, les archives sont bien conservées¹⁵.

En 1991, le rapport d'inspection dressé par l'archiviste Pierre Hannick indique que les archives de Sommethonne sont entreposées dans le grenier de la mairie, sise rue de Gérouville. Les archives, jugées en bon état, sont

¹⁴ Archives de l'État à Arlon, Gouvernement provincial du Luxembourg. Rapports annuels communaux, n° 193.

¹⁵ Idem.

conservées sur des étagères métalliques. Pierre Hannick indique également qu'une nouvelle salle destinée à accueillir les archives est en construction. La situation n'a pas changé en 2010. Le grenier, qui sert également à stocker du matériel, n'est pas entretenu. Les conditions climatiques présentes dans le grenier ne sont pas adaptées à la conservation des archives. Certains documents sont dépourvus de conditionnement et sont entassés à même le sol.

En vue de remédier à ces inconvénients, la Commune a signé, en date du 27 décembre 2011, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet Archives locales de Wallonie de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

ACQUISITION

Le dépôt a été effectué en 2012 (accroissement n° 2012/016).

Contenu et structure

CONTENU

Les archives classées dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de l'Administration communale de Sommethonne entre 1845 et 1976. Quelques documents produits entre 1977 et 1979 sont également présents dans le fonds.

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises

dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le

service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la

majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

Langue des documents

La langue principale du fonds est le français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

D'une manière générale, les critères de tri appliqués sont ceux définis dans les trois tomes des directives et recommandations de Griet Maréchal :

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia 1).

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁶. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif

16 <http://geoportail.wallonie.be>.

(choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif¹⁷. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne¹⁸. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Gestion du patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sport et divertissements¹⁹
- XIV. Développement de la vie économique
- XV. Mesures sociales et réglementation du travail
- XVI. Bureau de bienfaisance, puis Commission d'assistance publique
- XVII. Fabrique d'église

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

17 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

18 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

19 La rubrique " Culture, sport et divertissements " a été déclarée vacante.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- | | | |
|---|---|----------|
| 1 | 1 - 4 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1879-1976.
3 juin 1879 - 1er août 1939. | 1 volume |
| 2 | 1er janvier 1931 - 22 août 1956. | 1 volume |
| 3 | 1er octobre 1956 - 31 décembre 1968. | 1 volume |
| 4 | 1er janvier 1969 - 31 décembre 1976. | 1 volume |

B. COLLÈGE ÉCHEVINAL

- | | | |
|---|--|----------|
| 5 | 5 - 7 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1880-1973.
26 janvier 1880 - 6 avril 1951. | 1 volume |
| 6 | 15 septembre 1956 - 20 novembre 1962. | 1 volume |
| 7 | 1er janvier 1969 - 12 novembre 1973. | 1 volume |

C. RÉPERTOIRE DES ACTES PASSÉS DEVANT LE BOURGMESTRE

- | | | |
|---|--|-----------|
| 8 | Répertoires du secrétaire communal. 1879-1940. | 1 chemise |
|---|--|-----------|

D. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES ET STATISTIQUES GÉNÉRALES

- | | | |
|---|--|---------|
| 9 | Volet statistique relatif aux dépenses de personnel effectuées au cours des années 1947 et 1948. 1950. | 1 pièce |
|---|--|---------|

E. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

10 - 12 DOSSIERS RELATIFS À DES LITIGES OU DES CONTENTIEUX
OPPOSANT LA COMMUNE À DES TIERS. 1924-1957.

10	Cr. (consorts), 1924-1938.	1 chemise
11	Ma. E., 1957.	1 chemise
12	Pi. R., 1956-1957.	1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. TERRITOIRE

- 13 Plan de délimitation de la commune de Sommethonne à détacher de Villers-la-Loue et description de la limite. 1878-1879. 1 pièce

2. PARTICIPATION DE LA COMMUNE À DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

- 14 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant la participation de la commune à l'Intercommunale pour la distribution de l'énergie électrique dans la Province de Luxembourg. 1958. 1 pièce

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE ÉCHEVINAL

- 15 Dossier relatif à l'installation des conseillers communaux, à la nomination d'échevins ainsi qu'aux démissions. 1952-1976. 1 chemise

2. BOURGMESTRE

- 16 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant le renouvellement du mandat d'Ernest Jacques en qualité de bourgmestre. 1953. 1 pièce

- 17 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au traitement du bourgmestre. 1956. 1 pièce

- 18 Copie d'un courrier envoyé au commissaire d'arrondissement concernant le remplacement d'Ernest Jacques par Albert Gérard. 1958. 1 pièce

- 19 Dossier de pension d'Ernest Jacques. 1959-1963. 1 chemise

C. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

20 - 23 DOSSIERS RELATIFS AUX INDEMNITÉS ET ALLOCATIONS OCTROYÉES AU PERSONNEL. 1948-1976.

- 20 Allocations compensatoires, 1948-1949. 1 chemise
- 21 Bonifications de restructuration, 1969. 1 chemise
- 22 Pécules de vacances, 1973-1976. 1 chemise
- 23 Programmation sociale, 1969-1973. 1 chemise

24 - 26 DOSSIERS RELATIFS AU STATUT PÉCUNIAIRE DU PERSONNEL COMMUNAL. 1955-[1973].

- 24 Cantonnier communal, 1955-1964. 1 chemise
- 25 Garde champêtre, 1955-1964. 1 chemise
- 26 Secrétaire communal, 1971-[1973]. 1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL

- 27 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la nomination d'Émile Pierret comme agent recenseur pour toutes les opérations se rapportant au recensement général de la population, des maisons et autres bâtiments et des logements et à la fixation de son indemnité. 1930. 1 chemise

III. GESTION DU PATRIMOINE

28 - 29 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES ET COUPES DE BOIS.

1882-1976.

- | | | |
|----|--|-----------|
| 28 | 1882-1959. | 1 liasse |
| 29 | 1960-1976. | 1 liasse |
| 30 | Plan représentant une partie du ruisseau de La Thonne demandée en concession par M. Adam-Salmon. 1912. | 1 pièce |
| 31 | Dossier relatif à l'abandon, par des particuliers, à titre de don ou à la vente, de parcelles de terrains en vue d'être affectées à des chemins agricoles. 1922-1924. | 1 chemise |
| 32 | Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et plan relatifs au projet d'acquisition, par l'État, d'emprises appartenant à la commune en vue de l'amélioration de la route de Houdrigny vers la frontière française. 1948. | 2 pièces |
| 33 | Dossier relatif à l'acquisition d'une parcelle à prendre dans le terrain cadastré section B, n° 29g, appartenant aux consorts Besson. 1960. | 1 chemise |
| 34 | Dossier relatif à l'acquisition d'une parcelle à boiser au lieu-dit " La Naue le Prêtre ", appartenant à la famille Henry. 1962. | 1 chemise |
| 35 | Plan des propriétés boisées. [XXe siècle]. | 1 pièce |
| 36 | Plans dressés dans le cadre de la demande de concession d'un excédent de voirie introduite par Eugène Claude en vue de l'établissement d'une citerne à purin et d'une fosse à fumier. [XXe siècle]. | 2 pièces |

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTAIRE

1. BUDGETS ET ANNEXES

37 - 44 BUDGETS ET ANNEXES. 1902-1976.
1902-1903.

37

2 pièces

38

1910-1919.

1 chemise

39

1920-1929.

1 chemise

40

1930-1939.

1 chemise

41

1940-1949.

1 liasse

42

1950-1956.

1 liasse

43

1960-1969.

1 liasse

44

1970-1976.

1 liasse

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

45

Registre de la délivrance des mandats de paiement sur la caisse
communale. 1883-1910.

1 volume

46 - 60 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1937-
1975.

46

46 - 54 Dépenses.
1937-1944.

1 cahier

47

1944-1949.

1 cahier

48	1951.	1 chemise
49	1952.	1 chemise
50	1953.	1 chemise
51	1954.	1 chemise
52	1955.	1 chemise
53	1956.	1 chemise
54	1959.	1 chemise
55	55 - 60 Recettes et dépenses. 1950.	2 cahiers
56	1957.	1 chemise
57	1958.	1 chemise
58	1961.	1 chemise
59	1974.	1 liasse
60	1975.	1 liasse
61	Registre de la comptabilité liée aux ventes de bois. 1958-1968.	1 cahier
62	3. EMPRUNTS Arrêté royal concernant la délibération du Conseil communal	

-
- sollicitant l'émission d'un emprunt. 1933. 1 pièce
- 63 Dossier relatif à des ouvertures de crédit. 1933-1956. 1 chemise
- 64 Dossier relatif aux emprunts contractés auprès du Crédit communal. 1950-1975. 1 liasse
- 65 Registre des comptes comprenant les emprunts à long terme, les emprunts à court terme et le compte-courant " subsides ". 1959-1967. 1 cahier
4. SUBSIDES ET AVANCES
- A. À LA COMMUNE*
- 66 Dossier relatif au Fonds des communes. 1908-1953. 1 chemise
- 67 Courrier envoyé par le chef de service du Commissariat général à la Restauration du Pays concernant l'octroi d'avances pour les travaux de restauration de l'église, de l'école des garçons, de la maison communale et du lavoir public. 1941. 1 pièce
- 68 Dossier relatif aux subsides alloués pour la réalisation de travaux forestiers. 1966-1970. 1 chemise
- B. PAR LA COMMUNE*
- 69 Pièces relatives à l'octroi de subsides. 1934-1957. 1 chemise
5. PLACEMENTS
- 70 Courrier émanant du gérant du Crédit communal concernant la part revenant à la commune dans la répartition du fonds de réserve. 1899. 1 pièce

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR**1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ**

71 - 82 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1963-1976.

71	1963.	1 chemise
72	1964.	1 chemise
73	1965.	1 chemise
74	1966.	1 cahier
75	1967.	1 cahier
76	1968.	1 cahier
77	1969.	1 cahier
78	1970.	1 cahier
79	1971.	1 liasse
80	1972.	1 chemise
81	1973.	1 chemise
82	1976.	1 cahier

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES

83 - 92 COMPTES. 1880-1976.

83	1880-1889.	1 chemise
-----------	------------	-----------

84	1890-1899.	1 chemise
85	1900, 1903.	2 cahiers
86	1911-1919.	1 chemise
87	1920-1929.	1 chemise
88	1930-1939.	1 chemise
89	1940-1949.	1 chemise
90	1950-1959.	1 liasse
91	1960-1969.	1 liasse
92	1970-1976.	1 liasse
93	Inventaire des pièces produites par le receveur à l'appui de son compte. 1883.	1 pièce
94	<i>94 - 101 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1901-1976.</i> 1901.	1 chemise
95	1915-1918.	1 liasse
96	1950.	1 liasse
97	1956.	1 liasse
98	1962.	1 liasse

99	1968.	1 liasse
100	1974.	1 liasse
101	1976.	1 liasse
102	<i>102 - 103 ÉTATS JUSTIFICATIFS ET INVENTAIRES DES PIÈCES DE RECETTES ET DE DÉPENSES DES COMPTES. 1914-1915.</i> 1914.	1 cahier
103	1915.	1 cahier
104	3. IMPOSITIONS ET TAXES Actes de nomination d'un répartiteur de patentes. 1889-1898.	1 chemise
105	Pièces relatives à l'établissement de centimes additionnels. 1893-1956.	1 chemise
106	Arrêté du Conseil communal portant règlement sur la perception d'une taxe sur les oiseleurs. 1900.	1 pièce
107	Pièces relatives à l'établissement d'une taxe de voirie. 1900-1936.	1 chemise
108	Double des rôles de la contribution foncière, de la contribution personnelle sur la valeur locative, les portes et fenêtres et le mobilier ainsi que du droit de patente. 1905.	1 cahier
109	<i>109 - 110 DOUBLES DES RÔLES PRIMITIFS, DES PREMIERS RÔLES SUPPLÉTIFS ET DES RÔLES N° 239B (OUVRIERS), EN CE QUI CONCERNE LA CONTRIBUTION FONCIÈRE ET LA CONTRIBUTION PERSONNELLE SUR LA VALEUR LOCATIVE (1ÈRE BASE), LES PORTES ET FENÊTRES (2E BASE) ET LE MOBILIER (3E BASE). 1911-1912.</i> 1911.	1 cahier

-
- 110 1912. 1 cahier
- 111 Relevé des habitants qui paient au profit de l'État une somme de 90 francs ou plus en impôts directs, une somme de 20 francs ou plus du chef de droit de patente. 1912. 1 pièce
- 112 Arrêté du Conseil communal concernant la perception d'une redevance complémentaire sur l'éclairage et sur la force motrice. 1933. 1 pièce
- 113 Arrêté du Conseil communal concernant l'établissement d'une taxe d'abattage des animaux de boucherie. 1938. 1 pièce
- 114 Pièces relatives à l'établissement d'une taxe spéciale correspondant à 30 % de la taxe professionnelle afférente aux traitements, salaires et pensions. 1948. 1 chemise
- 115 Matrice du rôle de la taxe provinciale sur les vendeurs en gros et sur les débitants en détail de boissons spiritueuses et fermentées. 1961. 1 pièce
4. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE
- 116 Tableaux indicatifs primitifs des propriétaires et des propriétés foncières non bâties et bâties, ainsi que de leurs contenance, classement et évaluation cadastrales. 1845-1879 (1932). 1 volume
- 117 Registre indiquant les divisions de classement des parcelles pour lesquelles ces indications n'ont pu, à défaut d'espace, être portées dans les colonnes à ce destinées du tableau indicatif supplémentaire et de la matrice cadastrale. 1846-1919. 1 cahier
- 118 État des copropriétaires des propriétés possédées par indivis dans la commune. [1855-1952]. 1 volume
- 119 État indiquant les changements survenus dans les propriétés foncières. 1879-1974. 1 cahier

-
- 120 Registre aux réclamations concernant les erreurs qui peuvent
 exister au cadastre. 1880-1919. 1 pièce
- 121 *121 - 124 MATRICES CADASTRALES. [XIXE SIÈCLE - XXE SIÈCLE].*
 Volume I (art. 1-358). 1 volume
- 122 Volume II (art. 359-606). 1 volume
- 123 Volume III (art. 607-853). 1 volume
- 124 Volume IV (art. 854-1016). 1 volume
- 125 Relevé des maisons et bâtiments nouvellement construits,
 reconstruits ou agrandis dont l'occupation a été déclarée depuis le
 1er janvier 1906 jusqu'au 31 août 1906. 1907. 1 pièce

V. ÉTAT CIVIL

A. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 126 Permis d'inhumer dans une autre commune et procès-verbal de remise du corps délivrés par la commune. 1891. 1 pièce
- 127 Permis d'inhumation dans une autre commune délivré par la Ville de Bruxelles. 1894. 1 pièce
- 128 Arrêté de l'Administration communale d'Ixelles autorisant l'exhumation des restes de Marie-Clémentine Peltgen, épouse de Guillaume Henri, afin qu'ils soient transportés et réinhumés à Sommethonne. 1937. 1 pièce
- B. AUTRES DOCUMENTS
- 129 Pièce relative à la déclaration introduite par François Lefèbvre en vue de réclamer la qualité de belge. 1880. 1 pièce
- 130 - 132 EXTRAITS DE REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ÉMANANT D'AUTRES COMMUNES. 1883-1912.
- 130 Belgique, 1888. 1 pièce
- 131 France, 1883-1898. 1 chemise
- 132 Russie, 1912. 1 pièce
- 133 Pièces relatives à des publications de mariages. 1889, 1897. 1 chemise
- 134 Courrier émanant du bourgmestre de la commune de Hanret concernant le mariage d'Henri-Joseph Weins. 1897. 1 pièce
- 135 Carnet de mariage de la famille Goffinet-Gérard. 1932. 1 cahier
- 136 Pièces relatives à la présomption de décès de Jean-Joseph Krantz. 1950-1954.

1 chemise

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

137	137 - 140 ÉTATS DE LA POPULATION. 1886-1913. 1886-1889.	1 chemise
138	1890-1899.	1 chemise
139	1900-1908.	1 chemise
140	1910-1913.	1 chemise
141	141 - 150 TABLEAUX CONTENANT DES RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES SUR LES MOUVEMENTS DE LA POPULATION ET DE L'ÉTAT CIVIL. 1887-1976. 1887-1889.	1 chemise
142	1890-1899.	1 chemise
143	1900-1909.	1 chemise
144	1911-1913.	1 chemise
145	1925-1929.	1 chemise
146	1930-1939.	1 chemise
147	1940-1949.	1 chemise
148	1950-1959.	1 chemise
149	1960-1969.	1 chemise

150 1970-1976. 1 chemise

B. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

151 151 - 160 REGISTRES DE LA POPULATION. 1857-1971.
1857-1866 (fol. 1-201). 1 volume

152 1866-1880 (2e vol., fol. 102-153). 1 volume

153 1866-1880 (3e vol., fol. 154-203). 1 volume

154 1881-1900 (fol. 1-286). 1 volume

155 1901-1910 (fol. 1-297). 1 volume

156 1911-1920 (fol. 1-400). 1 volume

157 1921-1930 (fol. 1-200). 1 volume

158 1931-1948 (fol. 1-150). 1 volume

159 1948-1961 (fol. 1-150). 1 volume

160 1962-1971 (fol. 1-150). 1 volume

161 161 - 165 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1881-1960.
1881-1900. 1 volume

162 1911-1920. 1 volume

163 1921-1930. 1 volume

164	1931-1948.	1 volume
165	1948-1961.	1 volume
166	166 - 169 REGISTRES DES ENTRÉES. 1892-1977. 1892-1901.	1 volume
167	1901-1955.	1 volume
168	1956-1961.	1 volume
169	1962-1977.	1 volume
170	170 - 173 REGISTRES DES SORTIES. 1893-1976. 1893-1901.	1 volume
171	1901-1955.	1 volume
172	1956-1961.	1 volume
173	1962-1976.	1 volume
174	174 - 176 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1925-1976. 1925-1940.	1 cahier
175	1942-1956.	1 cahier
176	1959-1976.	1 volume

177 - 190 DOSSIERS INDIVIDUELS D'ÉTRANGERS AYANT RÉSIDÉ
DANS LA COMMUNE. 1937-[1969].

177	<i>177 - 184 FRANCE.</i> Ba. M., [1969].	1 pièce
178	Be. A., 1940.	1 pièce
179	Br. A., 1954.	1 pièce
180	De. L., 1952-1954.	1 chemise
181	Ma. M., 1942-1944.	1 chemise
182	Mo. E., 1955-1957.	1 chemise
183	Ro. R. et Mi. R., 1949.	1 chemise
184	Wo. A. et J., 1954.	2 pièces
185	<i>185 - 187 ITALIE.</i> Ca. G., 1954-1955.	1 chemise
186	Pa. F., 1954-1955.	1 chemise
187	Za. E., 1949.	1 pièce
188	<i>188 - 190 POLOGNE.</i> Ki. J., 1953.	2 pièces
189	Mu. J. et J., 1937-1957.	2 pièces

190	Zy. J., 1937-1939.	1 chemise
191	Certificats de changement de résidence produits dans le cadre d'entrées et de sorties. 1948-1950.	1 chemise
192	Fiches statistiques relatives à des étrangers. 1963.	1 chemise
193	193 - 203 FICHES-INDEX DE LA POPULATION. [DEUXIÈME MOITIÉ XXE SIÈCLE]. Ferme du Hayon.	1 chemise
194	La Core.	1 chemise
195	Rue aux Mottes.	1 chemise
196	Rue Basse.	1 chemise
197	Rue Bousserez.	1 chemise
198	Rue du Centre.	1 chemise
199	Rue Charbeau.	1 chemise
200	Rue Guinguettes.	1 chemise
201	Rue Fontaine aux roses.	1 chemise
202	Rue Haute.	1 chemise
203	Rue Honoré Berne.	1 chemise

C. RECENSEMENTS ET ÉTATS DE LA POPULATION

204 - 208 DOSSIERS CONSTITUÉS DANS LE CADRE DES
RECENSEMENTS DE LA POPULATION. 1900-1947.
1900.

204		1 chemise
205	1910.	1 liasse
206	1920.	1 liasse
207	1930.	1 liasse
208	1947.	1 liasse

209 - 211 TABLEAUX PRÉSENTANT LES RÉSULTATS DU
RECENSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 1970. [1975].
Logements.

209		1 cahier
210	Population.	2 cahiers
211	Population et logements (par secteurs statistiques).	1 cahier

D. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS

212	Registres échéanciers des cartes d'étrangers. 1953-1964.	1 volume
213	Cartes d'identité et d'inscription aux registres de la population délivrées à des étrangers. 1954-1961.	1 pièce
---	Registre-échéancier des certificats d'inscription pour étranger. 1955-1957.	1 pièce

VII. AFFAIRES ÉLECTORALES

A. GÉNÉRALITÉS

- 214 Copie d'un courrier envoyé par le ministre au gouverneur relatif aux contestations des droits électoraux. 1894. 1 pièce

B. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

- 215 215 - 221 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1899-1978.
1er mai 1899 - 30 avril 1900. 1 cahier
- 216 1er mai 1904 - 30 avril 1905. 1 cahier
- 217 1er mai 1912 - 30 avril 1913. 1 cahier
- 218 1er mai 1913 - 30 avril 1914. 1 cahier
- 219 1er mai 1972 - 30 avril 1974. 1 cahier
- 220 1er mai 1974 - 30 avril 1976. 1 cahier
- 221 1er mai 1976 - 30 avril 1978. 1 cahier
- 222 222 - 223 LISTES DES ÉLECTEURS. 1922-1924.
1922-1923. 1 cahier
- 223 1923-1924. 1 cahier
- 224 Liste générale des jurés. 1932. 1 pièce

225	225 - 227 LISTES DES ÉLECTEURS POUR LES CHAMBRES LÉGISLATIVES ET POUR LA COMMUNE. 1936-1948. 1936-1938.	1 cahier
226	1938-1944.	1 cahier
227	1946-1948.	1 cahier
228	Liste supplémentaire des électeurs aux chambres législatives et des électeurs masculins aux conseils communaux pour 1938-1940 et des électeurs féminins aux conseils communaux pour 1938-1944. 1937.	1 pièce
229	Liste des femmes électeurs pour le Conseil communal pour 1946 à 1948. 1945-1946.	1 cahier
230	Liste des électeurs masculins pour les chambres législatives et la Commune et des électeurs féminins pour les chambres législatives pour 1946 à 1948. 1946.	1 cahier
231	Liste des électeurs masculins pour 1948 à 1950. 1947.	1 cahier
232	Liste électorale spéciale comprenant les électeurs généraux, bénéficiaires de la loi du 24 mars 1949. 1949.	2 pièces
233	233 - 234 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX ET COMMUNAUX. 1949-1956. 21 juillet 1949 - 30 avril 1952.	1 cahier
234	1954-1956.	1 cahier
235	235 - 242 LISTES DES ÉLECTEURS POUR LES CHAMBRES LÉGISLATIVES, LES CONSEILS PROVINCIAUX ET LES CONSEILS COMMUNAUX. 1952-1971. 1952-1954.	

		1 cahier
236	1er mai 1956 - 30 avril 1958.	1 cahier
237	1958-1960.	1 cahier
238	1er mai 1960 - 30 avril 1962.	1 cahier
239	1er mai 1962 - 30 avril 1964.	1 cahier
240	1er mai 1964 - 30 avril 1966.	1 cahier
241	1er mai 1966 - 30 avril 1968.	1 cahier
242	1er mai 1969 - 30 avril 1971.	1 cahier
243	<i>C. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES</i> Registre des incapacités électorales. 1887-1938.	1 volume
244	Tableau des arrêts passés en force de chose jugée transmis au Collège des bourgmestre et échevins dans le but de rectifier les listes électorales révisées en 1889. 1890.	1 pièce
245	Courrier émanant d'Émile Pierre concernant son inscription sur les listes électorales. 1894.	1 pièce
246	Registre d'inscription des réclamations tendant à l'inscription d'électeurs sur les listes définitives pour les chambres législatives ou pour le Conseil provincial ou à l'augmentation du nombre de leurs votes et à la radiation d'électeurs pour les chambres législatives ou pour le Conseil provincial ou à la réduction du nombre de leurs votes. 1894-1931.	1 volume
247	Procès-verbaux de vérification des listes électorales au point de vue des incapacités. 1904-1925.	1 chemise

-
- 248 Extraits du registre aux délibérations du Collège échevinal concernant des réclamations électorales. 1928-1931. 1 chemise
- 249 État mensuel des condamnations coulées en force de chose jugée par le Tribunal correctionnel d'Arlon, adressé au bourgmestre de la commune en exécution de l'article 64 litt. E du Code électoral et des circulaires du ministre de la Justice en date du 14 novembre 1894 et 30 avril 1897, condamnations à transcrire au registre dont la tenue est prescrite par l'article 64 litt. E § 2 du Code électoral. 1929. 1 pièce
- 250 Liste supplémentaire des électeurs généraux et des électeurs communaux des deux sexes rédigée dans le cadre de la révision de 1945. 1945. 1 pièce
- 251 Liste des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et conseils communaux dressée dans le cadre de la révision de 1969. 1969. 1 cahier

D. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

- 252 252 - 255 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1946-1970. 24 novembre 1946. 1 chemise
- 253 12 octobre 1952. 2 pièces
- 254 12 octobre 1958. 1 chemise
- 255 11 octobre 1970. 1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRE

A. SERVICE MILITAIRE

1. MILICE ET VOLONTAIRES

256 - 257 LISTES ALPHABÉTIQUES DES INSCRITS. 1880-1923.
1880-1889.

1891-1900.

1901-1910.

256

1915, 1919.

1 chemise

257

1920, 1923.

2 cahiers

258 - 262 REGISTRES D'INSCRIPTION. 1881-1923.
1881-1890.

258

1 volume

259

1891-1900.

1 volume

260

1901-1910.

1 volume

261

1911-1919.

1 chemise

262

1920-1923.

1 chemise

263

Extrait du registre matricule des sous-officiers et soldats du 13e
Régiment de Ligne pour le nommé Jean-Baptiste Husson, soldat.
1882.

1 pièce

264 - 266 LISTES DES AJOURNÉS ET DES DISPENSÉS. 1883-1922.
1883-1890.

1891-1900.

---	1901-1910.	
264	1911-1914.	1 chemise
265	1919.	1 pièce
266	1920, 1922.	2 pièces
267	Pièces relatives aux exemptions du service de la milice. 1889-1896.	1 chemise
268	Registre des militaires en congé limité et illimité dans la commune. 1889-1923.	1 volume
269	État nominatif des miliciens appelés au service et présentés au gouverneur le 24 juin 1890 pour faire partie du contingent imposé au canton. 1891.	1 pièce
270	Pièces relatives au milicien Paul Krantz. 1892-1895.	1 chemise
271	État des miliciens dont la désignation pour le service a été maintenue par le Conseil de révision en séance du 23 juin 1897. 1897.	1 pièce
272	État des miliciens de la levée 1897. 1897.	1 pièce
273	Extrait d'un arrêt prononcé par la Cour militaire à l'encontre de Justin Devaux. 1899.	1 pièce
274	États nominatifs des miliciens de la commune, qui au moment du tirage au sort, ont adressé verbalement ou par écrit, au commissaire d'arrondissement, des demandes de certificats motivées sur l'état de fortune de la famille. 1899-1907.	1 chemise
275	États des volontaires de carrière et des élèves de l'école militaire soumis à l'inscription pour la milice. 1903-1905.	1 chemise
276	Pièces relatives à Noël Josquin, déserteur. 1911.	

2 pièces

277 Bulletin de renseignements concernant l'inscription pour la milice en Belgique de Paul Berne qui, par suite de sa situation au point de vue de la nationalité, pourrait éventuellement être astreint à des obligations militaires dans un autre pays. 1912.

1 pièce

278 Attestation délivrée au milicien Joseph-Constant Pierre par le gouverneur de la province concernant ses obligations en matière de milice. 1920.

1 pièce

279 Liste des jeunes gens nés à Sommethonne en 1904, 1905, 1906 et 1907, inscrits aux registres de la population et courrier émanant du commissaire d'arrondissement afférent. 1923.

2 pièces

280 - 284 FEUILLETS INDIVIDUELS DE RECENSEMENT. 1924-1977.
1924-1929.

1 chemise

281 1930-1939.

1 chemise

282 1940-1944.

1 chemise

283 1964-1969.

1 chemise

284 1970-1977.

1 chemise

285 Livret de mobilisation civile appartenant à Joseph-François Grandjean. [1937].

1 cahier

286 Dossier personnel d'un milicien déclaré réfractaire pour la levée de 1946. 1946-1950.

1 chemise

287 Formulaire statistique de la levée de 1963 à la date du 31 janvier 1962. 1962.

1 pièce

*B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES
EN TEMPS DE PAIX*

- 288 État des ressources que présente la commune pour le logement des troupes. 1920. 1 pièce
- 289 Registre de classement servant à l'inscription des chevaux, des mules et des voitures, appartenant aux habitants de la commune et qui ont été reconnus propres au service de l'armée par les commissions de recensement et de classement. 1923-1929.
- 290 - 291 REGISTRES DE CLASSEMENT SERVANT À L'INSCRIPTION DE TOUS LES VÉHICULES HIPPOMOBILES. 1930-1935.
- 290 1930-1934. 1 cahier
- 291 1935. 1 cahier
- 292 Registre de classement servant à l'inscription des chevaux. 1935-1940. 1 cahier
- 293 Avis de réquisitions. 1938-1939. 2 pièces
- 294 Liste dressée dans le cadre des déclarations de chevaux. [première moitié XXe siècle]. 1 pièce
- 295 Fiches individuelles des propriétaires de chevaux. [première moitié XXe siècle]. 1 chemise
- 296 Bulletins de classement des véhicules automobiles et motocycles et certificats de déclaration afférents. 1949-1950. 1 chemise
- 297 - 298 REGISTRES DE CLASSEMENT SERVANT À L'INSCRIPTION DES VÉHICULES AUTOMOBILES, REMORQUES ET ENGINS MÉCANIQUES. 1951.
- 297 A. 2 pièces
- 298 H.

2 pièces

- 299 Relevé détaillé des logements pour hommes et chevaux, des lits disponibles pour les officiers et des cantonnements ordinaires de la commune en temps de guerre. [XXe siècle].
1 cahier
- 300 Registre de classement servant à l'inscription des motocyclettes. [XXe siècle].
1 cahier
- 301 Registres de classement servant à l'inscription des véhicules automobiles. [XXe siècle].
2 cahiers
- 302 Relevé détaillé des logements pour hommes et chevaux, des lits disponibles pour les officiers et des cantonnements ordinaires de la commune en temps de manœuvre. [XXe siècle].
1 cahier
- C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 303 Liste des soldats belges, soignés à Anvers et nés ou habitant la commune. 1914.
1 pièce
- 304 États nominatifs des habitants de la commune qui ont participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité militaire en exécution de la loi du 12 mai 1927. 1939-1941.
1 chemise
- 305 Avis de réquisition concernant un véhicule. 1940.
1 pièce
- 306 Registre spécial des victimes civiles décédées ou inhumées sur le territoire de la commune. 1940.
1 pièce
- 307 Dossier relatif au constat et à l'évaluation des dommages de guerre occasionnés aux biens. 1940-1941.
1 liasse

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

- 308 Arrêté communal portant règlement sur la saillie des grands animaux domestiques. 1911. 1 pièce
- 309 Pièces relatives à la requête introduite par la commune concernant l'introduction en France de matériel de culture par des belges habitant la région frontière. 1933. 1 chemise

2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 310 Courrier émanant de la directrice du Sanatorium du Beau Vallon informant le bourgmestre de la collocation de B. Gé., domiciliée à Sommethonne et résidant à Bertrix. 1946. 1 pièce
- 311 Courrier émanant du chef de section délégué de la Société nationale des chemins de fer belges relatif à la réfection de la traverse à niveau n° 26 de la ligne 165 à Houdrigny et arrêté du bourgmestre réglant la circulation routière. 1953. 2 pièces
- 312 Copie d'un arrêté du bourgmestre interdisant la circulation des animaux domestiques sur certaines routes afin d'assurer la sécurité d'une course de vitesse cycliste organisée le 11 juillet 1954. 1954. 1 pièce
- 313 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant règlement communal sur la prévention des incendies dans les dancing et autres locaux de danse. 1973. 1 chemise

3. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

- 314 Registre des condamnations judiciaires, tenu en exécution de la circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 8 juillet 1853. 1881-1948. 1 cahier
- 315 Bulletins des condamnations prononcées par les tribunaux de

police. 1923-1938

- 316** Courrier émanant du procureur du roi concernant le non-lieu prononcé en faveur d'É. Pi. 1926. 1 pièce
- 317** Exploits d'huissiers. 1928-1937. 1 chemise
- 318** Registre des condamnations. 1928-1950. 1 volume
- 319** Bulletins de transactions. 1937-1950. 1 chemise
- 320** Registre aux condamnations et transactions judiciaires. 1941-1950. 1 cahier
- 321 - 340 DOSSIERS RELATIFS AU CASIER JUDICIAIRE. [XXE SIÈCLE].*
- 321** A. 1 chemise
- 322** B. 1 chemise
- 323** C. 1 chemise
- 324** D. 1 chemise
- 325** E. 1 chemise
- 326** F. 1 chemise
- 327** G. 1 chemise
- 328** H. 1 chemise
- 329** I. 2 pièces

330	J.	1 chemise
331	K.	1 chemise
332	L.	1 chemise
333	M.	1 chemise
334	N.	1 chemise
335	O.	1 pièce
336	P.	1 chemise
337	R.	1 chemise
338	S.	1 chemise
339	T.	1 chemise
340	V.	1 chemise
	<i>B. SERVICE D'INCENDIE</i>	
341	Tableaux relatifs à la situation des moyens de défense contre l'incendie au 31 décembre 1938. 1938.	1 pièce
342	Facture dressée dans le cadre de la livraison de matériel à destination du Service incendie. 1955.	1 pièce
343	Rapport de l'exercice réalisé le 19 juin 1955. 1955.	1 pièce

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

344 Registre destiné à l'inscription des enfants vaccinés. 1959-1979.
1 cahier

B. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

345 Registre d'inscription des déclarations de mort ou d'abattage
d'animaux domestiques. 1885.
1 volume

346 Relevé des animaux décédés ou abattus comme incurables de la
fièvre aphteuse. 1939.
1 pièce

C. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

347 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal
concernant la demande introduite par Joseph Gérard en vue de
construire une fosse à fumier sur une aissance communale. 1916.
1 pièce

348 Courriers émanant de l'inspecteur de la *Belgian Shell*
Company priant le bourgmestre d'autoriser l'installation de dépôts
d'essence pour le compte de ses clients. 1935.
2 pièces

349 Courrier émanant d'Émile Pierret dans lequel il demande au
conducteur provincial l'autorisation de construire une fosse à
fumier dans sa propriété, sise rue Basse. 1948.
1 pièce

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

- 350 Dossier relatif à l'aménagement de la maison communale. 1970-1973.
1 chemise
- 351 2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À LA SANTÉ PUBLIQUE
Plan et coupe de bassins dressés dans le cadre de travaux à exécuter dans la section de Sommethonne. 1878.
1 pièce
- 352 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant le remplacement des bacs en bois du lavoir et d'un abreuvoir sis au lieu-dit " Fontaine aux Roses ". 1925.
1 pièce
- 353 Dossier relatif à la reconstruction du lavoir public et de l'abreuvoir détruits par faits de guerre. 1941-1951.
1 chemise
- 354 3. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT
Plan dressé dans le cadre du projet de construction de lieux d'aisance à l'école. 1866-1867.
1 pièce
- 355 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des bâtiments d'école. 1908-1911.
1 chemise
- 356 Fiche rédigée dans le cadre de l'approbation du projet de restauration de l'école des garçons par le Commissariat général à la Restauration du pays. 1941.
1 pièce
- 357 Pièces relatives à la restauration de la cour de l'école communale. 1946.
1 chemise
- 358 Dossier concernant des travaux d'amélioration réalisés à l'école

des garçons. 1948-1951.

1 chemise

4. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE ET ANNEXES

359 Dossier relatif à la construction d'une église. 1900-1902.

1 chemise

360 Courriers échangés avec le commissaire d'arrondissement concernant les chéneaux et les descentes d'eau du presbytère. 1907.

1 chemise

361 Pièces relatives aux travaux d'amélioration du presbytère. 1913.

2 pièces

362 Dossier relatif aux travaux d'aménagement et de grosses réparations à réaliser à l'église, endommagée par faits de guerre. 1940-1978.

1 liasse

363 Dossier relatif à la reconstruction du presbytère, endommagé par faits de guerre. 1942-1949.

1 chemise

364 Pièces relatives à la restauration des murs de soutènement devant l'église et du mur de clôture du jardin du presbytère. 1946.

1 chemise

365 Extraits des registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal relatifs aux travaux de réfection du mur de soutènement du cimetière. 1957.

2 pièces

5. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES (MONUMENTS, BANCS, ETC.)

366 Pièces relatives à la construction d'un perré en maçonnerie à l'intérieur du village. 1911-1915.

1 chemise

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, ETC.)

367 Plan dressé dans le cadre du projet d'ouverture d'un chemin reliant Sommethonne à Gérouville. 1873-1874.

1 pièce

-
- 368 Courrier émanant du conducteur des Ponts et Chaussées concernant l'entretien des ouvrages qui constituent le raccordement des chemins vicinaux. 1875.
1 pièce
- 369 Courrier émanant du gouverneur concernant la demande introduite par Louis Pierre afin de construire un mur de soutènement devant sa maison d'habitation. 1885.
1 pièce
- 370 Plan dressé dans le cadre du projet de redressement de la côte du Chéné, au chemin n° 21 de Sommethonne, au lieu-dit "Rang de Han" et à Breux (France). 1886.
1 pièce
- 371 Dossier relatif à l'entretien des chemins vicinaux. 1909-1943.
1 chemise
- 372 Dossier relatif aux servitudes d'alignement et *non ædificandi*. 1909-1952.
1 chemise
- 373 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant l'empierrement du chemin agricole dit " Chemin de devant le Hayon ". 1915.
1 pièce
- 374 Pièces relatives à l'ouverture des chemins agricoles aux lieux-dits " Loray " et " Marlay ". 1915-1919.
1 pièce et 1 cahier
- 375 Déclarations de riverains de chemins dans lesquelles ils reconnaissent les délimitations réalisées selon l'atlas des chemins vicinaux. 1916.
1 pièce
- 376 Rapport sur la requête introduite par Alphonse Jacques tendant à obtenir l'autorisation de réparer le trottoir devant sa maison. 1927.
1pièce
- 377 Courrier émanant de l'ingénieur en chef et directeur des Ponts et Chaussées concernant des travaux d'amélioration à réaliser sur le territoire communal et touchant principalement des aqueducs. 1933.
1 pièce
- 378 Arrêté de la Députation permanente concernant le classement du chemin de la Soye à Sommethonne dans la catégorie des voies de grande communication. 1939.

		1 pièce
379	Pièces relatives au plan d'alignement de la traverse de Sommethonne. 1941.	1 chemise
380	Dossier relatif à la modernisation du chemin de grande communication n° 110. 1959-1966.	1 chemise
381	Dossier relatif à l'amélioration des chemins agricoles n° 11 et 21. 1964-1973.	1 chemise
382	382 - 387 DOSSIERS CONSTITUÉS DANS LE CADRE DE DEMANDES DE PERMISSION DE VOIRIE. 1969-1976. Bechet Georges, 1972.	1 pièce
383	Claude Félicien, 1970-1971.	1 chemise
384	Herckens Maurice, 1972.	1 chemise
385	Jacquemin Raymond, 1976.	1 pièce
386	Jacmart Christian, 1969.	1 chemise
387	Ricaille Christian, 1972.	1 chemise
388	Dossier relatif aux travaux de réfection extraordinaire de la voirie. 1974-1975.	1 chemise
389	Liste des lieux-dits dressée en vue de choisir les terrains pour aménager des chemins. [XXe siècle].	1 pièce
390	Évaluation approximative des travaux à exécuter pour le compte de la commune concernant des aqueducs et plan afférent. [XXe siècle].	1 pièce

C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

- 391** Courrier émanant d'habitants de Sommethonne adressé au gouverneur concernant le curage et l'élargissement du ruisseau qui longe la route de l'État. 1877.
1 pièce
- 392** 392 - 393 PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 3 DE LA LOI MENTIONNANT LES OUVRAGES EXISTANT SANS DROIT. 1884-1887.
Dont la suppression ou le changement immédiat est reconnu nécessaire, 1884-1887.
1 pièce
- 393** Dont le maintien ne semble ni dangereux ni nuisible, 1884-1887.
1 pièce
- 394** État indicatif des cours d'eau non navigables ni flottables de la commune. 1887.
1 pièce
- 395** Avis remis par l'inspecteur provincial des Travaux publics concernant la demande introduite par Marie-Barbe Salmon en vue de détourner le cours du ruisseau de La Thonne. 1902.
1 pièce
- 396** Courrier envoyé au commissaire concernant le curage d'un ruisseau qui alimente un moulin. 1911.
1 pièce
- 397** Courrier adressé au cantonnier et émanant du conducteur des Ponts et Chaussées concernant le curage de puisards. 1948.
1 pièce
- 398** Courriers émanant de l'ingénieur en chef et directeur des Ponts et Chaussées concernant le curage du lit de La Thonne. 1950.
2 pièces
- 399** Tableau descriptif des cours d'eau navigables soumis au régime de la loi du 15 mars 1950. 1958.
1 volume
- 400** Carte représentant les ruisseaux traversant la commune. [XXe siècle].
1 pièce

D. TRAVAUX CONCERNANT LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- 401 Dossier relatif au projet de construction d'une fontaine dans la commune. 1862-1866.
1 chemise
- 402 Déclaration permettant le paiement d'acomptes aux entrepreneurs suite aux travaux réalisés aux fontaines. 1908.
1 pièce
- 403 Courrier émanant d'Alphonse Jacques dans lequel il demande l'autorisation d'établir un captage d'eau au lieu-dit " Pisselotte ". 1921.
1 pièce
- 404 Dossier relatif à l'établissement d'une distribution d'eau et à la pose de compteurs d'eau. 1929-1956.
1 liasse
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 405 Dossier relatif à l'électrification de la commune. 1922-1930.
1 chemise
- 406 Courrier émanant des responsables de la Société d'Électricité de la Province de Luxembourg concernant les réparations des dommages causés au réseau par faits de guerre et aux avances faites à cet effet. 1941.
1 chemise
- 407 Courrier émanant des responsables de la Société d'Électricité de la Province de Luxembourg concernant la modification du réseau électrique suite aux travaux d'élargissement de la route de l'État dans la traversée de Sommethonne. 1948.
1 pièce
- 408 Pièces relatives à la modification du réseau électrique suite à la reconstruction de l'immeuble de M. Adam. 1949-1950.
1 chemise
- 409 Dossier relatif à l'enlèvement et au remplacement de potences murales. 1952-1960.
1 chemise
- 410 Dossier relatif à l'électrification de la ferme du Hayon. 1953-1957.
1 chemise

-
- 411 Pièces relatives à la construction d'une ligne à 70 kv de Saint-Mard à Chiny. 1971-1972.
1 chemise
- 412 Courrier émanant de l'Intercommunale de Distribution d'énergie électrique dans la Province de Luxembourg et plan relatifs au remplacement d'un tronçon de la ligne moyenne tension dans la traversée du village et à l'installation d'un nouveau poste aérien. 1972.
1 chemise
3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
- 413 Dossier relatif à la modernisation de l'éclairage public. 1967-1968.
1 chemise
- 414 Pièces relatives au placement d'un interrupteur crépusculaire pour la commande de l'éclairage public. 1968-1969.
1 chemise
- 415 Courrier émanant de l'Intercommunale de Distribution d'énergie électrique dans la Province de Luxembourg et plan relatifs à l'ajout d'un foyer d'éclairage public au quartier de la frontière. 1970.
1 chemise
4. TRANSPORTS EN COMMUN
Consulter en outre le n° 311 du présent inventaire.
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 416 Dossier relatif à l'expropriation, par l'État, d'un immeuble appartenant à Marie Rennesson en vue de la construction d'une succursale des douanes. 1955.
1 chemise
- 417 Pièces relatives à l'avant-projet du plan de secteur Sud-Luxembourg. 1970.
1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

- 418 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant le traitement du médecin inspecteur des écoles. 1935.
1 pièce
- 419 Rapports sur la visite des locaux scolaires. 1935-1945.
1 chemise
- 420 Rapports médicaux mensuels. 1935-1952.
1 chemise
- 421 Rapport semestriel sur l'état des bâtiments et locaux scolaires. 1945.
1 pièce
- 422 Rapport annuel de l'inspection médicale scolaire. 1955.
1 pièce

B. PERSONNEL

- 423 Arrêté du ministre de l'Instruction Publique nommant d'office M. Lemaire aux fonctions de maîtresse des cours d'ouvrages manuels à l'école primaire mixte. 1880.
1 pièce
- 424 Pièces relatives au calcul du traitement octroyé à M. Adam pour 6 jours d'intérim à l'école communale. 1935.
1 chemise
- 425 Courrier émanant du gouverneur provincial relatif à l'admission au serment de Madame Henry Oth, nommée aux fonctions d'institutrice provisoire de l'école primaire communale. 1939.
1 pièce

C. FINANCES

- 426 - 428 BUDGETS DES BESOINS ET DES RESSOURCES DU SERVICE ORDINAIRE. 1896-1921.
- 426 Écoles primaires, gardiennes et d'adultes, 1896-1919.
1 chemise
- 427 Écoles d'adultes, 1921.
1 cahier

-
- 428 Écoles primaires et écoles gardiennes communales et adoptées, 1921. 1 cahier
- 429 429 - 431 COMPTES JUSTIFICATIFS DE L'EMPLOI DES FONDS AFFECTÉS AU SERVICE ORDINAIRE. 1910-1921. Écoles primaires, gardiennes et d'adultes, 1910-1919. 1 chemise
- 430 Écoles d'adultes communales et adoptées, 1920-1921. 2 cahiers
- 431 Écoles primaires et écoles gardiennes communales et adoptées, 1920-1921. 2 cahiers
- 432 Annexe au budget des écoles primaires. 1912. 1 pièce
- 433 433 - 434 ANNEXES AUX BUDGETS DES ÉCOLES D'ADULTES. 1912, 1918. 1912. 1 pièce
- 434 1918. 1 pièce
- 435 États détaillés des dépenses renseignées dans les comptes des écoles primaires, des écoles gardiennes et des écoles d'adultes. 1917, 1919. 2 pièces
- 436 Formulaire complété dans le cadre de l'octroi des subventions de fonctionnement pour l'année scolaire 1970-1971. 1970. 1 pièce
- 437 *D. ÉQUIPEMENT*
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au remplacement des bancs-pupitres des élèves, du pupitre de l'instituteur et des estrades de l'école communale pour cause de vétusté. 1930. 1 pièce
- 438 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant l'acquisition de mobilier scolaire. 1931.

1 pièce

439 Inventaire du mobilier classique de l'école communale pour l'année scolaire 1931-1932. 1932.

1 pièce

E. OBLIGATION SCOLAIRE

440 - 442 LISTES D'INSCRIPTION DES ENFANTS À L'ÉCOLE MIXTE.

1899-1911.

440 1899-1900.

1 pièce

441 1901-1902.

2 pièces

442 1910-1911.

1 cahier

443 Liste des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1948-1950.

1 cahier

XIII. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 444 Arrêté de la Députation permanente autorisant l'organisation de battues pour la destruction des sangliers et des loups. 1900. 1 pièce
- 445 - 448 DOSSIERS CONSTITUÉS DANS LE CADRE DES RECENSEMENTS AGRICOLES. 1917-1950.
- 445 Agricole et horticole, 1941-1949. 1 liasse
- 446 Emblavures d'hiver et du bétail, 1941-1949. 1 liasse
- 447 Recensement général de l'agriculture, 1950. 1 chemise
- 448 Terres cultivées, 1917-1950. 1 chemise
- 449 Extraits de la matrice cadastrale et fiches d'exploitants produits dans le cadre du recensement des terres cultivées. 1949. 1 liasse
- 450 Courrier émanant du chef de bureau du service financier de l'Institut National de Crédit Agricole concernant les indemnités dues aux cultivateurs du chef des dégâts causés par le gel à leurs cultures et liste afférente. 1956. 2 pièces
- 451 Procès-verbal de constat de dégâts agricoles. 1971. 2 pièces
- 452 Formulaires indiquant le pourcentage de dégâts que les agriculteurs estiment avoir subi du fait du mauvais temps. [deuxième moitié XXe siècle]. 1 chemise
- B. APPROVISIONNEMENT
- 453 Contrat concernant la concession de l'établissement des lignes électriques à haute tension, de la fourniture du courant et de l'exploitation du service d'électricité par la Société d'Électricité de la Province de Luxembourg. 1927. 1 pièce

- 454 Copies de courriers envoyés au directeur de la Sodélux et au chef de la Direction " Énergie électrique " du Ministère des Affaires économiques concernant le contrat de concession de la distribution d'énergie électrique. 1957.
2 pièces
- 455 Copies de courriers adressés au directeur d'Esmalux et courrier émanant d'un responsable de l'Intercommunale de distribution d'énergie électrique dans la province de Luxembourg concernant les coupures de courant subies par la commune. 1967.
1 chemise
- C. MOYENS DE COMMUNICATION*
- 456 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant l'ouverture d'un crédit spécial sur la caisse communale afin de pouvoir solder le prix de l'abonnement au téléphone. 1909.
1 pièce
- 457 Courriers échangés entre le bourgmestre et le directeur de la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux concernant le passage des bus vicinaux en période hivernale. 1969.
1 chemise

XIV. MESURES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

A. MESURES SOCIALES

- 458 Liste des bénéficiaires de la pension de vieillesse. 1921-1938.
1 cahier
- 459 - 462 DOSSIERS INDIVIDUELS CONSTITUÉS DANS LE CADRE DE LA PRISE EN CHARGE D'INDIGENTS PAR LE FONDS COMMUN, LA PROVINCE ET L'ÉTAT. 1945-1949.
- 459 Be. J., 1945-1946.
1 chemise
- 460 Ca. R., 1949.
1 pièce
- 461 Ja. R., 1949.
2 pièces
- 462 Lh. A., 1946-1947.
1 chemise
- B. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL*
- 463 Formulaires de demande d'autorisation d'occuper un travailleur étranger. 1937-1955.
1 chemise

XV. BUREAU DE BIENFAISANCE, PUIS COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

464 Budget pour l'exercice 1907. 1906. 1 pièce

465 État des journées de présence d'Albertine Pronce, traitée à l'établissement de Vieux-Virton aux frais du Bureau de bienfaisance. 1909. 1 pièce

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. PERSONNEL

466 Dossier relatif à la fixation du traitement d'André Barbazon, receveur et secrétaire de la Commission d'assistance publique. 1952-1973. 1 chemise

467 Extrait du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique concernant l'octroi d'une bonification de restructuration au personnel. 1969. 1 pièce

468 Pièces relatives à l'octroi d'une allocation de programmation sociale aux membres de la Commission d'assistance publique. 1969-1973.

469 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et état nominatif des membres dressés dans le cadre de la nomination des membres effectifs et des membres suppléants de la Commission d'assistance publique. 1971. 2 pièces

470 Extrait du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique concernant la démission d'André Barbazon de ses fonctions de secrétaire et de receveur. 1976. 1 pièce

2. FINANCES

471 471 - 472 COMPTES. 1966-1975. 1966-1969. 1 chemise

472 1970-1975. 1 chemise

473 473 - 474 BUDGETS. 1967-1976.
1967-1969. 1 chemise

474 1970-1976. 1 chemise

XVI. FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE SAINT-MAURICE

475 - 483 COMPTES. 1899-1975.

475	1899.	1 cahier
476	1900-1909.	1 chemise
477	1911-1919.	1 chemise
478	1920-1929.	1 chemise
479	1931-1939.	1 chemise
480	1940-1949.	1 chemise
481	1950-1955.	1 chemise
482	1964-1969.	1 chemise
483	1970-1975.	1 chemise
<i>484 - 491 BUDGETS. 1900-1976.</i>		
484	1900-1909.	1 chemise
485	1912-1919.	1 chemise
486	1920-1929.	1 chemise
487	1931-1939.	1 chemise
488	1940-1949.	1 chemise

489	1950-1956.	1 chemise
490	1966-1969.	1 chemise
491	1970-1976.	1 chemise